

Communiqué de presse

Dimanche 30 novembre 2014

Ecopop : un refus important pour une initiative dangereuse

Le triple NON lors des votations du 30 novembre renforce la place économique suisse

La décision très claire des Suisses de refuser l'initiative « Halte à la surpopulation » (initiative Ecopop) revêt une grande importance pour la place économique. La teneur extrême de ce projet aurait détérioré massivement les conditions-cadre de l'économie suisse ces prochaines années. Une majorité de Suisses souhaitent un contrôle de l'immigration, mais s'opposent à des quotas rigides fixés dans la Constitution qui ne tiennent pas compte des besoins de l'économie. La future politique migratoire de la Suisse devra refléter ces deux signaux importants. Il convient donc de mettre en œuvre l'initiative sur l'immigration de masse avec discernement et dans le respect de la volonté populaire. Pour economie suisse, il est primordial que la voie bilatérale avec l'Union européenne ne soit pas mise en jeu. C'est pourquoi il est important que le Conseil fédéral puisse poursuivre, sans nouveau retard, d'une part, la mise en application de l'initiative votée le 9 février sur le plan interne et, d'autre part, les discussions difficiles avec l'UE.

Le souverain confirme l'indépendance de la Banque nationale

En refusant nettement l'initiative sur l'or, les électeurs ont exprimé leur confiance envers la Banque nationale suisse (BNS). economie suisse se félicite de ce verdict clair. Les Suisses ont décidé que la BNS doit accomplir ses mandats, pour le bien de la Suisse et de son économie, libre de toute influence politique. Par ce vote, le peuple exprime également sa reconnaissance pour l'action de la BNS ces dernières années. Si la Suisse a aussi bien surmonté la crise financière et économique, elle le doit à la BNS qui est intervenue en 2011 lorsque le cours du franc s'est envolé. L'introduction du cours plancher du franc a donné aux entreprises la sécurité de planification dont elles ont tant besoin et garanti d'innombrables emplois. Nous sommes désormais fixés : la BNS peut continuer d'assumer ses tâches importantes sans entraves.

Un signal clair en faveur du fédéralisme fiscal

L'organisation faîtière de l'économie se félicite également du refus net de l'initiative sur l'abolition des forfaits fiscaux. Par ce vote, les citoyens ont laissé aux cantons la liberté de continuer de décider si, et le cas échéant comment, ils utilisent cet instrument fiscal. L'initiative se serait traduite par des pertes fiscales et de chiffres d'affaires douloureux dans de nombreuses régions. L'imposition d'après la dépense est un moyen pragmatique d'attirer des contribuables aisés, notamment dans les cantons de montagne et les régions périphériques. Ces contribuables sont de bons investisseurs et ils contribuent au maintien des emplois et à l'économie en général. D'autres pays connaissent aussi des modèles d'imposition attrayants. Il n'y avait donc aucune raison d'abolir sans nécessité les forfaits fiscaux et d'affaiblir la Suisse dans le contexte de la concurrence internationale entre places économiques.

Pour toute question : Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : +41 78 781 82 39

Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch